

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 78

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

EXTREME DROITE ISRAËLIENNE.

Le parti Israël Beitenou (Israël notre maison) est entré le 30 octobre au gouvernement d'Ehoud Olmert. Son principal dirigeant, Avigdor Lieberman, devient vice-premier ministre « chargé des affaires stratégiques ». Organisation ouvertement communautariste ayant sa base électorale chez le million d'Israéliens d'origine russe, le parti de Lieberman est partisan d'un Etat hébreu « ethniquement pur », et n'exclut pas un « transfert » des populations arabes à l'extérieur d'Israël. Après moult hésitations, le parti travailliste, également membre du cabinet Olmert, a accepté l'intégration de l'extrême droite dans la coalition gouvernementale, à l'exception du ministre de la culture, Ofir Pinès-Paz, qui a démissionné. A Gaza, le massacre continue.

5 500 MILLIARDS D'EUROS.

C'est ce que coûterait le réchauffement climatique à l'économie mondiale si rien n'était fait pour y remédier dans les prochaines années. Telle est la conclusion d'un volumineux rapport présenté par le chef du service économique du gouvernement britannique, Nicholas Stern. Ce chiffre astronomique se traduirait par une amputation du PIB mondial « de 5% à 25% » d'ici à la fin du siècle, comparable seulement aux conséquences des grandes guerres et de la dépression qui suivit le krach de 1929.

LE BLE FLAMBE.

La forte baisse des récoltes mondiales de blé fait flamber les cours. La production devrait chuter à 585 millions de tonnes en 2006-2007, contre 618 millions en 2005-2006, et cela en raison de la sécheresse prolongée qui affecte les pays producteurs. Or la demande mondiale étant évaluée à 607 millions de tonnes, les cours ont monté de 60% depuis le début de l'année, pour le plus grand bonheur des « opérateurs du marché mondial », que l'on peut plus simplement qualifier de spéculateurs, et qui n'hésitent pas à provoquer des pénuries sur les marchés intérieurs afin de s'enrichir par les exportations. Rappelons que le rapport annuel de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), rendu public le 30 octobre, dénombre 854 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.

JEUNES ET PAUVRES.

Un autre rapport, du Bureau International du Travail celui-là, révèle qu'un jeune (de 15 à 24 ans) sur trois dans le monde est chômeur ou travailleur pauvre. Les taux de chômage des jeunes les plus élevés affectent les pays arabes (26%) et les pays d'Europe de l'est (20%). C'était notre rubrique : « La mondialisation heureuse existe, nous l'avons rencontrée... »

SALE TEMPS POUR LES BUSH.

Junior prend une claque monumentale aux élections parlementaires de mi-mandat. Quant au père, il a le bonjour de Daniel Ortega, leader sandiniste élu président du Nicaragua, où 30 000 personnes périrent durant la guerre civile qui opposa le pouvoir issu de la révolution de 1979 - et légitimé par une Assemblée Constituante élue au suffrage universel - à la « contra » armée et financée par Washington.

EDITO : LE LIBERALISME PLONGE L'EUROPE DANS LE NOIR

L'Europe par la preuve, dont Mme Royal nous rabat les oreilles depuis plusieurs semaines, eh bien la voilà ! Le black-out qui a plongé 9 pays européens dans le noir pendant la nuit du 4 au 5 nov-embre apporte la preuve pratique que la libéralisation du marché de l'énergie s'est non seulement accompagnée d'une forte augmentation des prix, mais a également entraîné une chute des investissements qui fait désormais courir le risque de coupures à répétition sur le Vieux Continent.

Que la cause immédiate de la panne partie d'Allemagne ait été l'arrêt - pourtant programmé - d'une ligne à très haute tension par le réseau privé de transport d'électricité E.ON, ou la chute brutale de la température, le fond du problème reste la transformation des services publics de l'énergie en un grand marché dérégulé.

Outre-Rhin, quatre compagnies privées se partagent 90% du marché de l'électricité. Selon une étude réalisée par la fédération allemande de l'électrotechnique, les investissements effectués par les producteurs d'électricité ont diminué de 40% depuis 1980. Ce qui n'a pas empêché le montant moyen de la facture exigée aux consommateurs de doubler au cours de la même période. Datant de 2004, la dernière hausse des tarifs avait été justifiée par les opérateurs par la « qualité exceptionnelle du réseau allemand »...

Au niveau européen, la constitution d'un grand marché de l'électricité a entraîné l'interconnexion des réseaux aux frontières. Dans ces conditions, l'équilibre entre l'offre et la demande doit être as-surée à l'échelle du continent. Equilibre par nature délicat, puisqu'il est impossible de stocker l'électricité. Mais comme de nombreux pays européens possèdent des moyens de production d'électricité insuffisants, ils menacent à tout moment d'entraîner leurs voisins - et au-delà - dans le black-out.

D'autant que l'ensemble des opérateurs privés européens, à l'instar de leurs homologues allemands, ont réduit leurs investissements pour consacrer l'essentiel de leurs bénéfices au rachat d'entreprises concurrentes. De telle sorte que l'OCDE et l'Observatoire européen de l'énergie chiffrent entre 700 et 1 000 milliards d'euros les investissements à réaliser d'ici à 2030 afin de sécuriser l'approvisionnement en électricité sur le continent.

« La France conserve encore aujourd'hui une capacité de production lui permettant de faire face aux pics de consommation du pays », explique la fédération CGT de l'énergie, « mais cet avantage est annulé du fait de l'interdépendance des réseaux d'électricité nationaux en Europe ». Et la fédération syndicale de demander, entre autres mesures, une politique énergétique européenne

(suite)

régulatrice, qui en revienne aux exigences de service public et ne considère plus comme une marchandise un bien aussi vital pour les usagers et pour l'économie. Afin de mettre en application cette politique, la CGT réclame la création d'une agence européenne de l'énergie qui organiserait des coopérations entre pays dans le but de réaliser les investissements nécessaires dans la production mais aussi dans la recherche. Car une autre Europe est possible – et nécessaire –, en voici bien la preuve !

Après que le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy a imposé la privatisation de GDF pour permettre son acquisition par le groupe Suez, l'annulation de cette mesure et la reconstitution d'un pôle public autour de EDF-GDF devient l'un des enjeux majeurs des élections de 2007. Pour être à la hauteur des formidables défis énergétiques du XXIème siècle, la nationalisation de Total s'impose également.

Refonder la République, c'est à la fois restaurer la propriété publique là où elle n'aurait jamais dû disparaître et redonner vie à la souveraineté populaire. Il n'y a pas d'autre politique de gauche qui vaille.

HUMEUR : SONDAGES : DE QUI SE MOQUE-T-ON ? Extraits d'un article non signé publié en octobre sur le site Internet du Monde Diplomatique (www.monde-diplomatique.fr)

Plus les sondages se trompent, plus les Français sont sondés. Rien n'y fait. Ni les échecs passés lors d'élections françaises, ni les fiascos rapprochés qui viennent d'intervenir à la fois en Belgique — « Ce vote mettra en évidence une nouvelle poussée de l'extrême droite flamande, en particulier à Anvers », avait pronostiqué Libération le 7 octobre —, au Brésil — « Le président Lula en passe d'être réélu au premier tour » annonçait Le Monde du 1er-2 octobre —, en Autriche (où, à la surprise d'autant plus générale que les sondages avaient prophétisé l'inverse, les sociaux démocrates ont maintenu leur position que la droite).

Présidente du Medef et patronne de l'Ifop, Laurence Parisot explique que les erreurs des sondages prouveraient le caractère scientifique de leur pratique : « L'outil utilisé n'est pas une boule de cristal. Ce sont les limites mêmes du sondage qui prouvent sa scientificité. Ces limites n'invalident nullement sa valeur. Le sondage apprend. Le sondage étonne » (Les Echos, 9 octobre 2006). Peut-être soucieux d'étonner, Les Echos a procédé dès le lendemain de la publication de ce point de vue à une nouvelle « enquête » d'opinion. Confiée à BVA, elle nous a appris : « Sondage : Royal plus crédible que Fabius et DSK en économie. » (...)

Ces « résultats » sont d'autant plus savoureux que « les Français » ont dû répondre à des questions relatives à la crédibilité respective de Mme Ségolène Royal et de MM. Laurent Fabius et Dominique Strauss Kahn sur des sujets aussi précis que « le financement de l'assurance maladie », « les retraites », « la réduction de la dette publique », « la montée des prix de l'immobilier » ou « la fusion GDF - Suez ». Interrogation : combien de sondés peuvent réellement définir et différencier les propositions des trois candidats socialistes sur chacun de ces dossiers ? Et si, comme c'est probable, leur nombre est infime, quel est le sens des questions posées ? « Les conclusions du baromètre mensuel BVA-Les Echos-BFM-Akerys sont sans appel », affirme toutefois Les Echos... Mais en ajoutant cette savoureuse précision : « Même sur des sujets sur lesquels la présidente de Poitou-Charentes s'est peu exprimée, tel le financement de l'assurance maladie, l'écart est notable. » « C'est un réflexe qui relève presque de la foi », admet alors M. Gaël Sliman, directeur adjoint de BVA Opinion et responsable de l'enquête.(...)

M. François Bayrou notait récemment : « Les minutes de télévision font les sondages, les sondages font les médias qui justifient à leur tour que vous repassiez à la télévision. » Or cette occupation du terrain n'est pas innocente. Quand M. Nicolas Sarkozy ou son conseiller politique M. François Fillon ont pris des positions

démagogiques en matière de répression des jeunes délinquants ou de remise en cause des « régimes spéciaux », un sondage a aussitôt été diligenté. Le 15 septembre dernier, par exemple, Aujourd'hui en France titra en Une : « Retraite, la fin des privilèges. LES FRANÇAIS SONT POUR ». Et, en matière de sécurité, c'est au moment précis où un policier brutalisé témoignait des violences qu'il venait de subir que l'« enquête » intervint. Elle fut tellement biaisée qu'un professionnel des sondages exprima son dégoût : « On est stupéfait, explique Pierre Weill, ancien président de la Sofres, à la lecture des deux enquêtes, de voir à quel point "les réponses sont dans les questions" : au point qu'il est légitime de se demander si les résultats reflètent l'avis des sondés ou le pressentiment des sondages ! L'Ifop, par exemple, introduit ainsi le questionnaire de l'étude qu'il a réalisée pour le Figaro et LCI : "A propos de la récente agression de deux CRS à Corbeil-Essonnes et plus généralement au sujet de la délinquance, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes ?" Difficile, lorsqu'on vous apostrophe ainsi, de ne pas donner dans la surenchère répressive, sauf à se sentir d'une lâcheté coupable envers les deux CRS victimes d'agresseurs ignobles. »

Au fait, plus d'un mois après la visite de M. Sarkozy à Washington, plus d'un mois après sa rencontre avec le président des Etats-Unis, plus d'un mois après ses déclarations condamnant en territoire étranger la politique étrangère du gouvernement auquel il appartient, aucune enquête d'opinion ne nous a encore instruits de ce que les Français en pensaient. Dommage que nul institut n'y ait pensé dans un pays qui produit deux sondages par jour...

Encart publicitaire

**formation
& citoyenneté**

est une association agréée pour la formation des élu-e-s territoriaux. Elle s'inscrit dans la mouvance de la gauche progressiste, citoyenne et écologiste pour la recherche de convergences vers une alternative politique. Les formations dispensées associent approche conceptuelle, acquisition de savoirs et réflexion critique sur les pratiques. En plus des formations programmées, Formation et citoyenneté, peut répondre à des commandes de collectivités, de groupes ou d'associations d'élu-e-s.

Siège administratif : 21ter Rue Voltaire 75011 Paris Tel : 0143790923 Fax : 0143793209

Web : www.formationcitoyennete.org

Courriel : contact@formationcitoyennete.org